

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/HONDURAS-Peu-de-pays-ont-accepte.html>

HONDURAS. Peu de pays ont accepté les résultats de la mascarade électorale du 29 novembre

- Actualité politique internationale - Amérique Latine -
Publication date: dimanche 6 décembre 2009

Description:

Manuel Zelaya, le président chassé du pouvoir par le coup d'Etat commandité par les USA, a appelé la communauté internationale à ne pas reconnaître la présidentielle organisée dimanche dans son pays, dénonçant "*un scrutin illégitime et illégal imposé par la dictature militaire avec le soutien des États-Unis*". Il avait appelé au boycott de l'élection.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Manuel Zelaya, le président chassé du pouvoir par le coup d'Etat commandité par les USA, a appelé la communauté internationale à ne pas reconnaître la présidentielle organisée dimanche dans son pays, dénonçant "*un scrutin illégitime et illégal imposé par la dictature militaire avec le soutien des Etats-Unis*". Il avait appelé au boycott de l'élection.

Les Etats-Unis, Israël, le Panama, le Pérou, le Salvador, le Costa Rica, la Colombie ont reconnu le résultat des élections.

L'Espagne "ne reconnaît pas les élections mais ne les ignore pas pour autant", selon son ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos.

Le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Venezuela refuse de reconnaître Porfirio Lobo.
(AFP)

La résistance hondurienne célèbre le haut degré d'abstentionnisme durant la "farce électorale". Le Front National de Résistance Populaire au coup d'État du Honduras, a annoncé dans un communiqué qu'il célébrera le triomphe du peuple après avoir confirmé entre 65 et 70 % d'abstentions pour les élections de dimanche. Selon la Cour suprême Électorale (TSE), qui a avalisé les élections sous le coup d'État, l'absentéisme dans les urnes a été de 61 %. Mais, le président légitime, Manuel Zelaya, a assuré que dans plusieurs régions du pays l'abstentionnisme est arrivé jusqu'à 75 %.

Source : Agencia Pulsar Resistencia hondureña celebra el alto abstencionismo en "farsa electoral"

Un mort et 83 personnes arrêtées durant le déroulement des élections illégitimes

Le président du Comité pour la Défense des Droits de l'homme au Honduras (Codeh), Andres Pavon, a signalé 83 personnes ont été privées de leur liberté de manière arbitraire, desquelles 22 se trouvent toujours dans des dépendances de la police en attente d'un jugement de la part du Ministère Public, qui s'est occupé de poursuivre tous ceux qui ont démontré une résistance à ce coup d'État", a-t-il ajouté.

De plus, il a détaillé que parmi les personnes arrêtées se trouvent des mineurs de moins de 17ans, dont un enfant de 12 ans qui a été arrêté pour porter une chemise allusive à la quatrième urne, « *symbole qui s'est converti en espèce d'acte de subversion au Honduras* ». Plus de 11 femmes ont aussi été arrêtées arbitrairement, et « plusieurs d'entre elles sont encore en prison ».

Il a signalé qu'un manifestant qui protestait contre les élections est mort des suites d'un tir effectué par les militaires.

(Source : Telesur)

La résistance dénonce la répression et un fort abstentionnisme

Lors d'une table ronde organisée par la presse au siège du Comité de Parents de Prisonniers et Disparus du

HONDURAS. Peu de pays ont accepté les résultats de la mascarade électorale du 29 novembre

Honduras (COFADEH), le Front National Contre le Coup d'Etat et la Plateforme d'Organisations des Droits de l'Homme ont fait connaître un document. Ils y affirment avoir constaté « *l'échec de la farce électorale due à la faible affluence des votants, malgré les menaces du gouvernement de facto et d'entreprises privées contre la population en général et les travailleurs en particulier, en cas d'abstention* ».

Cette réalité - poursuit le document - interdit au TSE de donner des résultats exagérés pour donner de la crédibilité à sa « *farce électorale* ».

Ce document dénonce le fait que les forces répressives ont continué leur campagne de terreur contre la population en résistance.

Le COFADEH a fait connaître un premier rapport sur les violations commises les 28 et 29 novembre : nombreuses détentions et perquisitions illégales de domicile, menaces constantes de l'Armée et de la Police dans tout le pays, violations permanente de la loi électorale, qui interdit aux militaires de s'approcher à moins de 100 mètres des bureaux de votes.

A San Pedro Sula, dans le nord du pays, la marche de la résistance a été sauvagement réprimée par la police, avec des dizaines de blessés et d'arrestations. Dont un journaliste de l'agence Reuters, hospitalisé pour une blessure profonde à la tête.

A Santa Barbara et dans le Zacate Grande, plusieurs communes ont été encerclées par des militaires et les activistes ont été menacés. 20 jeunes ont dû fuir et l'on ignore encore aujourd'hui où ils se sont réfugiés.

A Tegucigalpa, le siège du Syndicat de Travailleurs de l'Industrie de boissons et assimilés (STIBYS), affilié à la UITA , a été l'objet de sévères menaces de la part de l'armée. Elle est restée de longues heures à pointer des mitraillettes, tirant même des rafales le matin du 29 novembre.

Vu ce qui s'est passé, tous les éléments démontrent que le déroulement de cet acte public n'a pas été possible. « *Nous ne le considérons pas cela comme des élections, elles ont été convoquées par les putschistes dans une atmosphère de terreur pour légaliser le coup d'État. Ce sont autant d'éléments - affirma Bertha Oliva, coordinatrice du COFADEH - qui vont nous être utiles pour impulser une action légale dans les jours qui viennent contre ce processus.* »

RI

4 décembre 2009